

Changer l'Europe avec les socialistes C'EST MAINTENANT



Perspectives socialistes

La nouvelle direction du Parti socialiste issue du Congrès de Reims a la volonté de constituer un front à la politique de Nicolas Sarkozy, en remplissant son rôle d'opposition mais aussi en devenant une force de contre-propositions, comme notre Plan de relance en témoigne.

Cette ambition passe notamment par le désir de redonner au débat d'idées et au travail intellectuel une place centrale. Nous avons donc demandé à un certain nombre de secrétaires nationaux d'écrire un article relatif à leur domaine d'intervention afin qu'ils nous fassent part de leur analyse de la situation et nous proposent une orientation générale et éventuellement des pistes d'action. À la fin de notre revue nous publions le Plan de relance qui constitue un document incontournable et le signe que les socialistes « sont bien de retour ».

La Revue socialiste, Perspectives socialistes, n° 33, janvier 2009, 184 pages, 10 euros. Passez vos commandes auprès de Nathalie Mauroy, Parti socialiste 10, rue de Solférino 75007 Paris - Mail : revue@parti-socialiste.fr

agenda du parti

■ Lundi 4 mai

- Clermont-Ferrand, meeting national pour les élections européennes.

■ **Mercredi 13 mai**

- Paris, meeting national pour les élections européennes.



Les entretiens de Solferino

Mercredi 10 juin 2009 de 18 h 30 à 20 h 30

Salle Marie-Thérèse Eyquem • 10, rue de Solférino • 75007 Paris

Emmanuel Maurel,

Secrétaire National à l'Université Permanente et d'Été

Laurence Dumont,

Secrétaire Nationale à la Formation

vous invitent à débattre avec : **Sylviane Agacinski**,

Philosophe, Professeur agrégée à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS)

Autour de son ouvrage : « **Corps en miettes** »

Éditions Flammarion, collection « Café Voltaire » 2009

- Incription obligatoire auprès de Christine • E-mail : formation@parti-socialiste.fr / Téléphone : 01 45 56 76 13

L'hebdo des socialistes • 10, rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 78 61 • Fax: 01 45 56 76 83

(Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 01 45 56 ou écrivez à : redaction@parti-socialiste.fr) DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Maurice Brau

- **DIRECTEUR DE LA RÉDACTION** : Benoît Hamon • **RÉDACTRICE EN CHEF** : Ariane Gil (78.61) • **RÉDACTION** : Bruno Tranchant (77.33), Damien Ranger (76.37), Ariane Vincent (76.20), Fanny Costes (76.32), • **SECRÉTAIRE DE RÉDACTION** : Élisabeth Philippe (76.27) • **MAQUETTE** : Pascale Lecomte (79.44) et Joëlle Moreau (77.16)
 - **PHOTO** : Philippe Grangeaud (76.00) • **SECRÉTARIAT** : Odile Fée (78.61) • **COMPTABILITÉ** : Michèle Boucher (79.04) • **ABONNEMENT** : Sabine Sébah (78.57)
 - **FLASHAGE ET IMPRESSION** : PGE (94) Saint-Mande • **ROUTEAGE** : Inter Routage - 93300 Aubervilliers. N° commission paritaire : 0109 P 11 223
 - **ISSN** : 12786772 "L'hebdo des socialistes" est édité par Soflé Communications. Ce numéro a été tiré à 243 137 exemplaires.

Le 7 juin, une majorité qui change tout



Jean-Christophe Cambadélis,
secrétaire national
à l'Europe et aux
relations internationales

■ sommaire

La France en crise

Le désarroi des "Fulmen" à Auxerre p.6

International

Les défis de l'après-Durban II p.9

Afrique du Sud : l'élection de Jacob Zuma p.10

Élections européennes

Focus sur la région Centre p.12

Retour sur le meeting de Toulouse p.15

Territoires face à la crise

L'investissement avant toute chose p.18

La Gironde mise sur le social p.20

Histoire

Les chemins de la liberté p.24

Portrait

Bruno Delaunay p.28

La campagne des socialistes pour les élections européennes est lancée. Le coup d'envoi a été donné à Toulouse le 24 avril dernier, dans un meeting qui inaugure aussi la campagne des socialistes européens. Le Parti est en ordre de marche pour les battre là-bas, pour gagner ici.

Nous avons de bons candidats, nous avons un programme commun à tous les socialistes européens. Nous avons des propositions pour l'enrichir.

Nous avons un objectif : remplacer la majorité parlementaire européenne libérale et conservatrice par une majorité de gauche. Nous voulons la réorientation de la construction européenne. Nous voulons l'harmonisation fiscale et l'augmentation du budget de l'UE pour permettre une véritable relance. Nous voulons une directive des services publics car elle est essentielle pour une Europe sociale. Nous voulons un traité qui garantisse la supériorité des normes sociales sur le marché. Nous voulons un vrai plan de croissance juste, écologique et performant. La crise a clos de manière tragique le temps de l'Europe des marchés, voici venu le temps pour les socialistes de mettre en avant l'Europe des citoyens.

Les solutions se trouvent du côté de la social-démocratie et de l'Europe car la droite de Barroso-Sarkozy-Berlusconi n'a pas su prévoir la crise ni y répondre. L'UMP dit « quand l'Europe veut, elle peut », mais les Français ne veulent pas ce que veut l'UMP.

Et si les Français votent pour une nouvelle majorité, ce sera un signe fort envoyé à Nicolas Sarkozy qu'il ne pourra ignorer.

Cette campagne sera difficile. Il faudra lutter contre le parti abstentionniste et convaincre que le vote efficace et utile n'est ni dans la protestation, ni dans le conservatisme, ni dans le repli.

Chaque socialiste, chaque élu, détient par son engagement dans cette campagne un bout des conditions de la victoire finale. Le 7 juin, il faut une majorité à gauche.

Le chiffre

Une nouvelle hausse vertigineuse du chômage a été enregistrée en mars selon l'Insee. 63 400 demandeurs d'emplois supplémentaires sont venus gonflés les rangs du Pôle Emploi qui compte désormais plus de 2,6 millions d'inscrits.

63 400

Emploi

Travail dominical, le retour

En annonçant le 26 avril le dépôt prochain d'une proposition de loi sur le travail du dimanche, Brice Hortefeux revient sur une proposition décriée par les syndicats, l'opposition et même une partie de la droite. Fin décembre 2008, les socialistes avaient réussi, grâce à une bataille parlementaire acharnée, à faire reculer le gouvernement. L'insistance de la droite constitue pour le PS, une « provocation », dans une situation de forte augmentation du chômage.

Société générale

La crise n'a pas servi de leçon

Selon une enquête publiée par le quotidien *Libération*, le 27 avril, la Société générale aurait perdu 5 milliards d'euros à cause d'« investissements hasardeux » réalisés par l'une de ses filiales : la SGAM Alternative Investments. La responsabilité n'incombe pas à un seul trader, comme pour l'affaire Kerviel, mais à la direction du groupe qui a laissé la filiale spéculer,



même après la crise. La perte pourrait d'ailleurs atteindre 10 milliards d'euros car les produits toxiques avaient été rachetés par la banque à ses clients, et leur valeur continue à baisser chaque jour.

Jeunesse

Sarkozy fait du neuf avec du vieux

Le PS et le MJS « regrettent que la question décisive de l'emploi des jeunes ait donné lieu à une simple opération de rafistolage de la part de Nicolas Sarkozy », estiment-ils dans un communiqué. Car les propositions faites par le Président, le 24 avril, ne font que recycler des mesures existantes, comme l'alternance. « Dans le budget 2009, le gouvernement avait pourtant retiré 200 millions d'euros aux crédits alloués aux contrats de professionnalisation », rappellent les socialistes qui doutent de la per-

tinence du plan gouvernemental. En ne leur proposant que des contrats de formation liés au secteur privé, les jeunes risquent de « se heurter à la récession et à la situation catastrophique du marché de l'emploi ».

Sécurité sociale

Le trou se creuse encore

Les prévisions indiquent que le déficit de la Sécurité sociale pourrait dépasser les 20 milliards d'euros en 2009, alors que les déremboursements et les franchises santé étaient censés réduire le trou de la Sécu. « Rétrospectivement, cela souligne l'hypocrisie de la loi de financement de la Sécurité sociale soumise au Parlement en novembre dernier et l'incapacité du pouvoir à maîtriser la situation financière », condamnent les socialistes. Le PS ajoute : « L'aggravation du déficit de la Sécurité sociale est le résultat de la diminution des recettes de la Sécurité sociale, c'est-à-dire la traduction directe de la diminution de la masse salariale globale. » À quand un plan de relance digne de ce nom ?

Page réalisée par Fanny Costes





L'image de la semaine

OLIVIER MORIN/AFP

Victoire historique de la gauche islandaise

La coalition de gauche à la tête du gouvernement intérimaire formé en février a largement battu le parti conservateur, lors des élections législatives anticipées du 26 avril. Réunissant le Parti social-démocrate (AF) et le Mouvement Gauche-Verts, la coalition, emmenée par Johanna Sigurdardottir, a recueilli 51,5% des suffrages, obtenant 34 des 63 sièges au Parlement. Après avoir passé 18 ans au pouvoir, la droite essuie un nouvel échec. Les conservateurs avaient dû démissionner fin janvier après plusieurs mois de manifestations face au chômage grandissant (10% attendus en 2009) et à une grave récession (environ 10% de contraction du PIB estimée pour 2009). Les deux partis alliés vont désormais devoir se répartir les postes au gouvernement et discuter du sujet sensible de l'adoption de l'euro.



À Fulmen, les

Le site de Fulmen à Auxerre (Yonne) est menacé de fermeture depuis janvier. Fabricants de batteries d'automobiles et de camions, les 312 salariés ne décolèrent pas face à la délocalisation de leur production en Pologne. Les socialistes demandent une réponse européenne forte.

Des dizaines de croix s'alignent aux abords de l'usine Fulmen d'Auxerre. Un cimetière de batteries pour automobiles et camions pour signifier l'arrêt de mort de la production « maison ». La mise en scène est à la hauteur de l'émotion suscitée par l'annonce, le 22 janvier dernier, de la fermeture prochaine du site. 312 salariés sont concernés. Plus de 1000 si on y ajoute ceux et celles qui travaillent dans son giron. La décision du groupe américain Exide Technologies vient encore gonfler les pertes subies ces derniers mois dans l'industrie française et provoque la colère des ouvriers. « On parle d'Europe aujourd'hui. Eh bien, Exide a également prévu de restructurer un site de plus de 400 personnes en Angleterre. Tout ça pour délocaliser la production en Pologne. Pourtant ce groupe, à l'échelle de l'Europe, c'est 32 millions d'euros de bénéfice net en 2008. Il faut me dire ce qu'on va réellement pouvoir faire dans l'UE pour éviter toutes ces fermetures injustes », demande Jérôme Nicaise, secrétaire de l'intersyndicale de Fulmen à Aurélie Filippetti. La candidate socialiste sur la liste Grand Est aux Européennes s'est déplacée, ce 23 avril, pour apporter son soutien et écouter les doléances de ces salariés. En compagnie d'un autre colistier, Mustapha Sadni Jalab, du maire PS de la ville, Guy Ferez et de

batteries sont à plat

conseillers municipaux, elle répond aux interrogations des « Fulmen ». Une cinquantaine d'entre eux s'est réunie devant l'usine pour la rencontre. « Il faut investir dans une grande politique industrielle européenne. L'Europe doit s'en donner les moyens. Car pour l'instant le budget européen est relativement faible. Il faudrait, par exemple, contracter un grand emprunt européen pour investir dans les technologies de pointe, propres, les réseaux, infrastructures de transport notamment, et dans la formation des salariés. Une telle initiative préparerait les métiers de demain et la sortie de crise », développe Aurélie Filippetti.

Déboutés

Mais sur les visages des salariés se lit toujours la désolation. Car si aucun repreneur ne se manifeste, leur sort sera joué avant le 7 juin et les élections européennes. Grâce à leur mobilisation, ils ont gagné trois mois. Mais dans l'attente d'une date pour une réunion sur l'ouverture du plan social, qui devrait se tenir avant la mi-mai, ils piétinent. La justice qu'ils avaient saisie comme dernier recours les a déboutés. Fin mars, l'intersyndicale avait poursuivi la direction en justice car cette dernière voulait entamer les discussions du plan social avant



Aurélie Filippetti, candidate socialiste sur la liste du Grand Est, discute avec les « Fulmen ».

7

même la fin des négociations sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC). Le tribunal de grande instance de Nanterre a jugé cette requête irrecevable. Depuis le début, les salariés n'ont jamais réussi à dialoguer avec la direction. Le directeur du site, Alain Royer, a même été rapatrié au siège du groupe, à Gennevilliers, en région parisienne. De plus, pour faire pression sur les salariés, les dirigeants ont bloqué l'arrivée de matières premières nécessaires à la fabrication des batteries. L'entreprise qui fournit les boîtiers, par exemple, a été mise en chômage partiel. Pourtant les « Fulmen » continuent à pointer chaque jour et à tourner en trois-huit. « Du coup, on ne perd pas nos

salaires. Mais on vient et on ne fait rien, déplore Daniel Devaux, employé depuis quatre ans sur le site auxerrois. Ce n'est plus du tout motivant et surtout pas valorisant. Nous sommes déjà perdants. » Alors, ils s'occupent tant qu'ils peuvent et maintiennent l'usine propre. Mais le temps semble long sans travail et les inquiétudes grandissent chaque jour. « Je n'ai pas encore assez d'années pour avoir une retraite complète, confie un employé de 56 ans. J'ai une famille à charge, quatre enfants et ma femme qui ne travaille pas. Si je perdais mon emploi ce serait catastrophique. Et se reconvertis à mon âge, ça fait peur. Ça fait 34 ans que je suis à la fonderie. Finir comme ça, ça fait mal. »

Pour éviter des drames humains supplémentaires, l'intersyndicale a demandé, dès la fin janvier, à la mairie de les soutenir. Conseiller municipal et président de la maison de l'emploi, Guy Paris a donc mis en place avec le maire une cellule de crise : « Il fallait pouvoir répondre à cette angoisse. On a immédiatement recruté une psychologue sur la maison de l'emploi pour recevoir les salariés qui le souhaitent, les rassurer et les orienter. Un numéro d'appel est à leur disposition. Et on a mis au point un guide d'entretiens pour balayer l'ensemble des préoccupations. »

« Chantage social »

Reste que les salariés, au même titre que ceux de Continental, Molex ou Caterpillar, n'acceptent pas un tel mépris de leurs compétences. Au micro, ils crient tous au « pillage », s'insurgent face à des grands patrons qui font comme bon leur semble et contre le gouvernement français et l'Europe qui ne les soutiennent pas. « Ces gangsters modernes ne doivent pas oublier qu'on ne peut pas fermer site sur site sans éveiller la colère des gens. On nous parle alors de l'Union européenne et de ses avantages. Mais, pour l'instant, on constate que ce ne sont que des inconvénients, avec des délocalisations massives d'entreprises françaises aux-



Les salariés de Fulmen pointent tous les jours, mais n'ont rien à faire.

quelles on retire un savoir-faire, des connaissances dans différents métiers de l'industrie ou d'autres secteurs. Et pour les transférer où ? À l'Est, où ça coûte moins cher afin d'augmenter la rentabilité des multinationales et de distribuer plus de dividendes aux actionnaires », s'empête Mourad Youbi, délégué CGT de Fulmen. Aujourd'hui les travailleurs ont donc une image très dégradée des acteurs politiques européens. Et le risque, pointé par les socialistes sur place, serait d'attiser les ressentiments entre salariés européens. « Je l'ai bien vu en Lorraine, avec Mittal, observe Aurélie Filippetti. Même à l'échelle européenne, les usines ont joué la concurrence les unes contre les autres pour garder les emplois. Il faut que ça cesse. Car les grands groupes mondialisés ont bien compris leur intérêt à jouer la concurrence. C'est du chantage social. » Les socialistes pré-

sents ont tenu à rappeler qu'une réponse française et une réponse européenne existaient : la fin de la logique concurrentielle entre les hommes en Europe, en instituant des salaires minimum dans chaque pays membre et une politique commune sur l'emploi ; la réduction des risques de fermeture brutale en obligeant la présence d'au moins 30% de représentants du personnel dans les conseils d'administration, pour contrôler les décisions prises par l'entreprise. Autant de solutions auxquelles ont prêté l'oreille les salariés de Fulmen. Mais la situation est urgente. Jérôme Nicaise, le syndicaliste, l'a rappelé en conviant la droite à se déplacer à Auxerre : « Nous invitons le Président et ses amis pour nous dire ce qu'ils comptent faire pour éviter la fermeture ». Des promesses vaines, comme pour Mittal ?

Fanny Costes

Droits de l'homme : agir au-delà des déclarations

Durban I fut un échec. Que dire de Durban II, la conférence mondiale contre le racisme organisée à Genève du 20 au 24 avril ? La crise économique mondiale et la nouvelle stratégie américaine fondée sur la main tendue ont changé la donne. Résultat : une déclaration finale appelant à lutter contre le racisme et les discriminations basées sur la couleur, la race ou le sexe.

Le secrétaire général des Nations-Unies, Ban Ki-moon et le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Navi Pillay, pendant la conférence de Durban.



AFP / FABRICE COFFRINI

La démonstration a été faite, *in fine*, que la diplomatie peut servir à quelque chose : la déclaration finale de Genève fait référence à l'Holocauste, dénonce l'antisémitisme et ne caractérise pas le blasphème – auquel il n'est d'ailleurs plus fait référence – comme une atteinte aux droits de l'homme. Alors quoi : un partout, la balle au centre ? Et maintenant ?

Si Durban est désormais derrière nous, la vigilance reste de mise face au racisme et à toutes les discriminations. Mais les démocraties doivent surtout mettre fin à l'affirmation d'un bloc occidental de plus en

plus minoritaire mais toujours riche et dominateur et admettre qu'il existe des démocraties non occidentales sur tous les continents, égales entre elles, du Brésil au Sénégal, du Japon à l'Afrique du Sud, de l'Inde au Venezuela, en passant par l'Union européenne et les États-Unis.

Main tendue

C'est sans doute là le principal enjeu des années à venir car à trop vouloir occidentaliser les droits de l'homme, on fait le jeu de celles et ceux qui, de l'Arabie Saoudite à la Chine, nient la Déclaration de 1948 et sa valeur

universelle. Il faudra aussi encourager la politique de la main tendue de la nouvelle administration américaine ; elle est de très loin préférable à la guerre du « West contre le Reste » engagée par George W. Bush depuis 7 ans.

Le prolongement de Genève sera sans doute le Conseil des droits de l'homme de l'ONU au sein duquel les États-Unis d'Obama veulent reprendre toute leur place, après le boycott opéré par son prédecesseur. Il ne s'agira pas de formaliser de nouvelles règles normatives en termes de droits de l'homme, mais de se donner les moyens de faire avancer celles de 1948. Il existe des instruments pour cela, à commencer par les instances internationales qui telles l'OIT, l'OMS et la FAO jouent leur rôle d'incitation auprès des États en matière de lutte contre la pauvreté et l'exploitation. Lutter contre les causes en changeant radicalement les rapports de production, d'échanges et de répartition des richesses dans le monde reste le meilleur moyen de donner du sens à l'esprit civilisateur de 1948. Et de faire reculer, lentement mais sûrement, les haines qui brûlent encore ceux qui les entretiennent.

***Pouria Amirshahi,
secrétaire national
aux droits de l'homme***

Cap sur la présidence Zuma

En Afrique du Sud, avec 65,9 % des voix aux élections législatives du 22 avril, l'ANC (Congrès national africain), le parti de Nelson Mandela, est arrivé largement en tête, portant au pouvoir Jacob Zuma, une personnalité polémique. Le point avec Thomas Mélonio, délégué national en charge de l'Afrique au PS.

Quels sont les principaux défis qui attendent Jacob Zuma ?

La précédente présidence a laissé deux points capitaux en jachère : la délinquance et le sida. L'Afrique du Sud est l'un des pays avec le plus fort taux de criminalité. Et la prévalence de l'épidémie de sida qui tourne autour de 17% est également l'une des plus élevées du monde. Thabo Mbeki a négligé ces problèmes. Il n'a jamais envoyé de message fort en matière de prévention. Même si Jacob Zuma a eu des propos plus que malheureux (il avait prétendu s'être pré-muni du sida après un rapport non protégé en prenant une douche, ndlr), il a conscience de la gravité de la situation. L'autre grand défi sera d'organiser la Coupe du monde de football de 2010. Il faudra faire de gros efforts en matière de sécurité pour encourager les visiteurs à venir.

Il va également devoir faire face à une situation économique nettement dégradée.



Alexander Joe/AFP

Le taux de chômage atteint 40%...

Globalement, Thabo Mbeki a bien piloté le pays sur le plan économique. Le chômage est en effet toujours très élevé, mais les choses se sont plutôt améliorées. Jusqu'en 2007, le taux de croissance tournait autour de 5%, de 3% en 2008. Evidemment, l'Afrique du Sud n'est pas épargnée par la crise et la seule solution pour endiguer durablement le chômage est de renouer avec les 5% de croissance.

Jacob Zuma, personnalité polémique et contestée au sein même de son parti, l'ANC, est-il l'homme de la situation ?

Zuma a fait l'objet de nombreuses poursuites et il flirte parfois avec le populisme. Même s'il s'est voulu rassurant en annonçant qu'il garderait Trevor Manuel au poste de ministre des Finances, il a affolé les investisseurs étran-

gers avec ses discours sur la redistribution des richesses. Cela dit, en Afrique du Sud, le pouvoir appartient davantage à l'ANC qu'au gouvernement. Le parti devrait donc largement encadrer l'action de Zuma.

Quinze ans après la fin de l'Apartheid, où en est la nation « arc-en-ciel » ?

La démocratie est désormais solidement ancrée en Afrique du Sud. Les partis intègrent en leur sein Noirs et Blancs et l'offre politique s'est diversifiée. Seulement, si une classe aisée noire a vu le jour, elle ne concerne qu'une minorité. Il n'y a pas eu d'élévation du niveau de vie à la base de la pyramide. Thabo Mbeki a insuffisamment lutté contre les inégalités sociales. Zuma l'a beaucoup attaqué sur ce point, à lui d'agir.

Propos recueillis par Elisabeth Philippe

Arménie-Turquie

Premiers pas vers un rapprochement

94 ans après le génocide arménien, la voie d'une réconciliation entre la Turquie et l'Arménie semble s'ouvrir. Le 23 avril, les États voisins se sont entendus sur une feuille de route visant à définir un « cadre global pour la normalisation de leurs relations bilatérales d'une manière propre à satisfaire les deux parties ». Le PS applaudit cet accord. Mais reste « prudent » en attendant de connaître le contenu exact de la feuille de route. En outre, il rappelle son engagement contre le négo-ciationnisme du génocide.

États-Unis

En lutte contre le réchauffement climatique



Organisé à l'initiative de Barack Obama, du 27 au 29 avril, le forum sur l'énergie et le climat de Washington, a été l'occasion pour les États-Unis de réaffirmer un changement de cap. Désormais, ils « sont prêts à mener la lutte contre le changement climatique et décidés à rattraper le temps perdu », a

déclaré la secrétaire d'État Hilary Clinton. La conférence de l'ONU prévue en décembre, à Copenhague, sur ce sujet, mettra à l'épreuve cette nouvelle détermination.

Équateur

Correa réélu au premier tour

Rafael Correa a été réélu triomphalement, le 26 avril, dès le premier tour de l'élection présidentielle. Son principal concurrent et ancien Président, Lucio Gutiérrez, arrive loin derrière. Un résultat historique : depuis le rétablissement de la démocratie en 1979, aucun chef d'État n'a été réélu. La popularité de Correa est notamment due aux programmes sociaux qu'il a mis en œuvre grâce à l'argent du pétrole utilisé pour les retraites, les écoles ou la santé. Mais il devra redresser l'économie nationale s'il veut tenir sa promesse de faire construire davantage de logements et de routes et faire baisser le chômage dans les quatre années à venir.

Sri Lanka

Une guerre sans fin

L'opposition de l'armée nationale aux rebelles tamouls n'en finit pas de secouer le Sri Lanka. Les Tigres Tamouls réclament depuis 1972 l'indépendance du nord et du nord-est du pays. Mais ils sont minoritaires. Et depuis janvier, l'État a encore accentué les représailles contre les séparatistes en lançant son

« offensive finale ». Aujourd'hui, les deux parties refusent un cessez-le-feu malgré les pressions de l'ONU qui réclame une trêve humanitaire pour sauver les populations prises au piège. En moins de quatre mois, la guerre a tué 6500 civils. Le gouvernement sri lankais empêche aujourd'hui tout accès humanitaire à la zone de conflit.

Mexique

Grippe porcine : l'angoisse d'une pandémie



Une épidémie de grippe porcine frappe durement le Mexique où l'on compterait déjà plus de 120 décès et 1600 malades. Mais le risque dépasse les frontières mexicaines car le virus se transmet d'homme à homme. Des cas ont été décelés aux États-Unis, au Canada ou encore en Espagne. L'Organisation mondiale de la Santé a mis en garde contre le « potentiel pandémique » du virus et recommande « que tous les pays intensifient leur surveillance de tous les cas inhabituels de maladie ressemblant à une grippe ou à une grave pneumonie ».

Page réalisée par Fanny Costes

Au cœur de la

Particularité de la région Auvergne-Centre-Limousin, elle n'échappe à aucune des compétences européennes ... sauf à la question de la pêche. Cette région est pleine de contrastes, partagée entre une agriculture de moyenne montagne et les grandes plaines céréalières de la Beauce. Elle fait également preuve d'un réel dynamisme industriel, mais n'est toujours pas desservie par le TGV. Enfin, riche de pôles d'excellence, elle est également touchée de plein fouet par la crise du secteur industriel traditionnel.

• Accélérer le projet d'une ligne à grande vitesse



Paris-Clermont Ferrand. Le train est beau, mais il est lent. Il faut en effet entre trois à cinq heures pour relier les deux villes. Entre la capitale et les volcans d'Auvergne, pas de ligne à grande vitesse, et plus de train de nuit non plus, depuis 2001. « C'est toujours le Sud, l'Est ou les côtes qui sont privilégiés, s'énerve Françoise, une Clermontoise. Le Centre est vide de lignes TGV. Qu'on ne nous sorte pas l'argument qu'il faut traverser les montagnes, il y a une ligne entre

Lyon et Turin, et il faut bien traverser les Alpes ! » En mai 2008, René Souchon, président PS du Conseil régional, a lancé une pétition sur Internet, « Faisons bouger les lignes », qui affiche 87 305 signatures. Cette pétition a permis d'intégrer la ligne Paris-Clermont et le barreau est-ouest aux 2 500 km de nouvelles lignes, objectifs du Grenelle I de l'environnement. Mais le combat n'est pas terminé. « Il y a le projet de Corridor V, le corridor européen, explique Catherine Guy-Quint, eurodéputée sortante. C'est la liaison Altro qui relie Kiev à Lisbonne et permettrait de relier Lyon-Clermont-Limoges-Poitiers. » Ce corridor représente une opportunité unique pour le Massif central d'être enfin irrigué par une ligne à grande vitesse. « Dans le plan de relance socialiste, il y a un volet « grands travaux », rappelle Laurent Lafaye (en 3^{ème} position sur la liste Centre). Il y a un intérêt non négligeable à porter cette question au Parlement européen vu que les crédits d'État sont au point mort. »

• Sauver l'agriculture de moyenne montagne

La région Centre, avec la Beauce, est la première région céréalière d'Europe. En Limousin, le poids de l'agriculture dans l'emploi régional est deux fois plus élevé que la moyenne nationale. L'agriculture représente 4 % du PIB régional (contre moins de 3 % au niveau national). En Auvergne, le secteur agricole occupe 60 % du territoire, 8,5 % des emplois régionaux, soit deux fois plus que la moyenne nationale. La renégociation de la PAC pour 2013 n'est pas à prendre à la légère. Si la Beauce s'en tire plutôt bien, l'inquiétude pèse sur l'agriculture de moyenne montagne. Le danger vient de la suppression annoncée de la jachère et des quotas laitiers notamment, considérés comme des carcans par la Commission européenne. Ils permettent toutefois à l'agriculture à handicap de subsister. « La libéralisation du marché favorisera les gros producteurs laitiers comme les Hollandais, explique François Cassany, en 5^{ème} position sur la liste. Conséquence prévisible :

région Centre



une baisse des prix. » Cette baisse condamnera les petits producteurs de lait de montagne qui ne survivront pas sans compensation. « Il s'agit également de pérenniser l'élevage de vaches allaitantes, un élevage extensif, affirme François Cassany. De manière générale, nous souhaitons rééquilibrer les aides européennes pour les redistribuer à ceux qui en ont le plus besoin. Un éleveur de moutons gagne 10 000 euros par an, un éleveur de bovins tourne autour de 20 000 euros. Alors que les revenus des céréaliers sont compris entre 40 000 et 60 000 euros, les aides ne sont pas faites pour aider ceux qui en ont le moins besoin mais les plus défavorisés. » Les députés socialistes mettent également l'accent sur les productions de leur territoire, riche en AOC et en labels rouges. « Il nous faut protéger nos appellations,

prévient François Cassany, face au risque d'uniformisation des goûts prônée par la Commission libérale, et que nous refusons totalement.

• L'industrie automobile en péril

Bien sûr il y a des pôles d'excellence et de compétitivité comme la cosmétotextile (textiles innovants). Mais il y a surtout de multiples sous-traitants de l'industrie automobile qui, en cascade, déclenchent des plans sociaux : Forecreu, Valeo, JPM serrures, Omega (jantes), ou du chômage partiel, Michelin, Dunlop... Pour le seul cas de l'Auvergne, 598 emplois vont disparaître en 2009, plus du double, 1367, sont en balance. Ces fermetures ne sont pas uniquement dues à la conjoncture. « Veyance (fabrication de soufflets en caoutchouc) a annoncé sa ferme-

ture à Montluçon, mais va renforcer son usine de Slovénie, détaille François Cassany. Bréalu (équipementier pour le secteur automobile) va licencier 110 personnes, mais a construit une usine en Roumanie. ». Pour le candidat aux élections européennes, il faut se battre contre de telles délocalisations masquées. « Il faut une législation sociale européenne, affirme-t-il, pour éviter ce dumping social. Il faut instaurer un SMIC européen, équivalent à 60 % du salaire médian, pour qu'on ne nivelle pas vers le bas le droit social en Europe. Il en va de l'intérêt général, celui de nos salariés en France mais également des salariés roumains ou slovènes. »

Stéphanie Platat



« Un plan de relance de l'ampleur de celui d'Obama »



Tête de liste de l'euro-région Centre-Limousin-Auvergne, Henri Weber s'est engagé dans une campagne de proximité où il multiplie chaque jour les rencontres. Une campagne optimiste pour faire connaître l'Europe dont rêvent les socialistes.

Comment entamez-vous cette campagne sur le terrain ?

J'ai fait le tour des treize départements qui constituent la grande euro-circonscription Centre-Limousin-Auvergne.

Ma pré-campagne a pour but de mobiliser nos militants et nos élus. De sensibiliser aussi les électeurs par des interviews aux télés et aux radios locales et des articles dans la presse quotidienne régionale.

Chaque jour, j'arrive dans une nouvelle fédération, je rencontre les élus et les responsables socialistes pour prendre connaissance des dossiers. Puis je visite avec certains d'entre eux une entreprise (Thalès, par exemple, à

Vendôme, Loiret) ou une exploitation agricole (à St-Germain-Beaupré, dans la Creuse) ou encore un établissement scolaire (le CFA de Tours Nord en Indre-et-Loire), un hôpital (celui du Puy-en-Velay)... Je rencontre des syndicalistes, salariés ou paysans. Mes neuf colistiers s'activent aussi beaucoup dans leurs départements et leur région. En soirée, je rencontre les militants. Ceux qui veulent suivre mes pérégrinations politiques peuvent consulter mon « Journal de bord » sur : <http://www.changerl'europe.fr/journal-de-campagne-d-henri-weber/>. Ils peuvent aussi, s'ils le demandent, le recevoir par mail (circo.centre@gmail.com).

Sur quels points du Manifesto allez-vous insister ces prochaines semaines ?

Sur notre grand plan de relance de l'activité économique, de l'ampleur de celui d'Obama, pour sortir de la crise et défendre l'emploi. Et sur le Pacte de progrès social, en vue de soutenir la consommation populaire, principal moteur de la reprise.

Quelles seront les étapes marquantes de votre campagne ?

Notre campagne proprement dite va vraiment démarrer le lundi 4 mai avec le meeting national de Martine Aubry à Clermont-Ferrand. J'y ai invité Martin Schulz, leader des sociaux-démocrates allemands et président du groupe parlementaire socialiste au Parlement de Strasbourg.

En mai, plus d'une vingtaine de meetings sont organisés. La caravane du MJS-Centre, partie de Tours dès le 21 avril, va parcourir les 13 départements, en six semaines. Je serai présent dans toutes les grandes manifestations (Printemps de Bourges, EuropaVox à Clermont-Ferrand,...) et dans les nombreux débats contradictoires organisés par les médias. Chaque section socialiste s'est engagée à mettre sur pied une ou plusieurs initiatives. Tout cela sera relayé sur notre site <http://www.changerl'europe.fr/centre/>, magistralement animé par Christophe Desportes-Guilloux et Jérôme Bornet.

**Propos recueillis par
Ariane Vincent**



« Une Europe fraternelle, humaniste et juste »

Le 24 avril, les socialistes de toute l'Europe étaient réunis à Toulouse pour le lancement de la campagne européenne du PS. Dans une ambiance festive et chaleureuse, tous ont réaffirmé leur volonté de changer l'Europe. Récit en images.

élections 2009



C'est parti !

Lancement de la campagne dans la ville de Jaurès, à Toulouse, à la Halle aux grains, avec des militants très enthousiastes et des candidats des 27 partis socialistes européens. Accueillis par Pierre Cohen, le maire de la ville rose, cette soirée était placée sous le signe de l'espoir, celui de faire changer l'Europe, pour qu'enfin, l'Union soit le premier vecteur de la justice sociale. Outre les têtes de listes européennes, Poul Nyrup Rasmussen, le président du PSE, Martin Schulz, le président du groupe socialiste au Parlement européen, Georges Papandréou, le président de l'International socialiste, Zita Gurmai, présidente du PSE femmes et la Première secrétaire, Martine Aubry, ainsi que le directeur de la campagne en France, Jean-Christophe Cambadélis, étaient réunis pour transmettre leur volonté de voir l'Europe basculer à gauche le 7 juin prochain.

Retrouvez l'intégralité
du meeting sur
www.changerl'europe.fr

Georges Papandréou, président de l'Internationale socialiste (IS)

« Toutes les forces démocratiques et progressistes de la planète, de la grande famille de l'Internationale socialiste, que je représente ici, sont solidaires envers les socialistes européens dans leurs efforts, dans nos efforts d'instaurer une nouvelle organisation démocratique de notre société. Elles attendent la victoire de la social-démocratie en Europe pour contribuer au renforcement du mouvement progressiste mondial, un autre modèle économique et politique est possible. C'est un défi historique pour nous tous, on va réussir. »



Extraits du discours de Martine Aubry

“**C**ette Europe nouvelle, libérée de la guerre, mais aussi de la brutalité d'un capitalisme financier, un siècle après, c'est à nous de la construire. C'est le message de Toulouse, le message du Parti socialiste français, le message du Parti socialiste européen, le message qu'attendent des millions de personnes. Oui, le 7 juin, nous pouvons changer l'Europe en changeant de majorité au Parlement européen. La voilà, l'Europe nouvelle !

Alors oui, il nous faut voir se lever une nouvelle génération qui retrouve l'idéal européen. (...)

Oui, il faudra relever ce défi du changement. La colère monte partout, il y a urgence.

Les raisons de la colère, nous les connaissons bien : une politique inefficace et injuste. Il va falloir le faire ce bilan du président de la République :

inefficace, et tellement injuste.

Voilà les raisons essentielles de la colère dans notre pays. La colère contre ce bouclier fiscal qui est un bouclier pour les plus riches et qu'il ne veut pas remettre en cause. La colère aussi pour ce pouvoir d'achat. Nous avons rencontré encore beaucoup de salariés ce matin qui nous ont dit qu'il était si difficile de joindre les deux bouts. La précarité pour les jeunes. Quand un pays ne sait pas faire sa place à des jeunes, c'est qu'il ne va pas bien du tout. Et cette sourde angoisse pour les personnes licenciées.

Les atteintes aux libertés, les voilà les raisons de cette colère dans notre pays, mais aussi de cette désespoir, cette souffrance, et c'est pour cela que nous devons agir pour dénoncer, bien sûr, mais aussi pour proposer.





(...)

Je le dis souvent, mais je le redis au président de la République : il n'y a pas d'ordre sans justice. Et dans un pays qui accroît les injustices tous les jours, qui fait voter des lois parce qu'il y a des bandes dans les quartiers et qu'on ne fait pas voter de lois pour empêcher les bonus scandaleux, alors oui, il n'y a pas d'ordre sans justice.

(...)

Notre Europe, c'est celle qu'on trouve dans le Manifeste : c'est celle qui crée des emplois, qui a une véritable politique industrielle, une politique agricole, qui sait financer pour demain l'Europe de l'intelligence, de la recherche. C'est une Europe juste qui répartit différem-

ment les fruits de la croissance, grâce à des salaires minima que nous proposons. C'est une Europe qui porte haut l'émancipation de chacun. Oui, nous défendons les services publics, nous voulons une directive générale qui les sacrifie, car c'est cela, porter au plus haut l'Europe, par l'éducation, le logement, les services publics...

(...)

Nous voulons que l'Europe soit porteuse de paix, d'autres rapports entre les hommes, porteuse des droits de l'homme. Il n'y a pas de projet de gauche sans un projet pour l'Europe, une Europe fraternelle, humaniste, juste. C'est cela que nous défendrons le 7 juin. ■

Poul Nyrup Rasmussen, président du PSE et Martin Schulz, président du groupe socialiste au Parlement européen



Poul Nyrup Rasmussen : « Dans la tête des travailleurs, des gens partout en Europe, il y a un nouvel espoir, une nouvelle ouverture pour nos idées, une nouvelle chance : nous sommes les chances progressistes et nous devons donner une direction progressiste en Europe d'abord. Pour l'emploi, la justice, une mondialisation plus équitable, pour un monde plus juste... Maintenant, c'est le travail, maintenant c'est la campagne, et maintenant, c'est la patience, parce que gagner, ce n'est pas quelque chose d'automatique, gagner, c'est du travail. C'est être heureux aussi. Il faut parler de la crise, mais dire que ce n'est pas nous qu'il faut critiquer, c'est la spéculation. »

Martin Schulz : « Nous avons une Commission à Bruxelles qui a mené l'Europe dans un désastre. Nous avons encore 45 jours pour bouger l'Europe à gauche ! C'est notre objectif. (...) Il faut qu'une majorité de la gauche fasse un point à la ligne dans la politique des deux dernières décades qui a mené l'Europe dans le désastre. Oui, vous avez tout à fait raison, l'Europe à gauche ! »



Des militants enthousiastes

Munis de banderoles aux couleurs de la campagne, « Les citoyens d'abord », près de 2000 personnes sont venues soutenir chaleureusement le lancement de la campagne des socialistes européens. Comme Samia et son mot d'ordre « L'Europe à gauche, ici et maintenant » ou Anton : « Nous avions besoin d'un événement fort pour montrer notre détermination. Nous pouvons être fiers de cette soirée qui marque l'espérance de voir enfin le « poing et la rose » majoritaire au Parlement européen. » ■

Investir pour s'en sortir

Dans un contexte de crise, la tentation pourrait être de geler les investissements. Pour les socialistes, ce serait au contraire une erreur majeure. L'investissement s'impose même comme la seule réponse à la crise. La preuve avec les politiques menées en Ardèche et dans les Bouches-du-Rhône.

Al'heure où le pays traverse l'une des crises les plus dures de son histoire, les conseils généraux redoublent d'efforts pour éviter qu'elle ne produise des effets irréversibles sur l'économie, l'emploi et le tissu social. Rien ne doit être négligé. Et surtout pas les efforts d'investissement et d'aménagement, indispensables en ces temps si difficiles.

Réponse

En Ardèche, comme sur le reste du territoire, le secteur du BTP subit de plein fouet les conséquences du marasme immobilier et financier. Au point que l'activité des entreprises du secteur est en chute

libre. Dans le même temps, plusieurs groupes industriels ont connu une baisse de production importante. « Partout, des entreprises ont recours au chômage technique, lorsqu'il ne s'agit pas de vastes plans de licenciement, ou de non renouvellement de contrats d'intérim, déplore Pascal Terrasse, président du Conseil général. Des annonces similaires se succèdent : baisse de production de 40 % pour les équipementiers automobiles, arrêt momentané de la production dans des PME. » Avec des conséquences souvent brutales pour les salariés, les sous-traitants et les catégories les plus fragiles. Face à l'incurie de l'État, Pascal Terrasse et son équipe ont pris les choses en



main. « La réponse à la crise, c'est l'investissement, martèle le député. Appuyer sur la pédale de frein dans ce contexte serait une erreur majeure dont nous payerions longtemps le prix ! » D'où la volonté de l'élu d'engager la collectivité dans un plan anti-crise d'un montant de 106 millions d'euros, au profit des entreprises, des commandes, de l'emploi et du mieux être de la population locale.

Urgence sociale

Plus au sud, c'est 1 milliard d'euros que le Conseil général des Bouches-du-Rhône a mobilisé contre la crise. Le bâtiment y a subi une véritable saignée, dans des proportions similaires à celles de l'Ardèche. Côté industrie, c'est aussi l'hécatombe. Le nombre d'intérimaires est passé ainsi de 5 000 à 4 000 depuis la rentrée. Preuve que le pays est maintenant en pleine récession. « Soutenir l'activité pour sauver les emplois d'aujourd'hui et préparer les emplois de

Isère : priorité à l'emploi

Le département de l'Isère vient de se doter d'un plan exceptionnel de soutien à l'emploi. Façon, pour l'exécutif piloté par André Vallini, de booster les entreprises locales en les aidant à affronter la crise. Montant de l'opération : 26 millions d'euros destinés aux artisans et autres PME du secteur du bâtiment et des travaux publics. Ce dispositif doit aboutir au lancement de 395 chantiers dans le domaine du logement, de l'entretien des locaux départementaux, des collèges et de la voirie, en plus des travaux communaux et intercommunaux d'assainissement, d'économies d'énergie, d'accessibilité et d'amélioration des équipements scolaires, sportifs ou administratifs. Le tout, sans augmenter le poids de la fiscalité, au moment où les entreprises et les ménages subissent des pressions de toutes parts.

B.T



demain, c'est la manière de faire face ! », estime Jean-Noël Guérini, président du Conseil général. Premier donneur d'ordre de tous les départements, avec près de 480 millions d'euros d'investissements productifs, en 2008, celui-ci s'est engagé dans un plan quinquennal de 500 millions, répartis entre les infrastructures routières, le soutien aux projets de la Communauté urbaine de Marseille, les transports et le cadre de vie. Il entend également renforcer le dialogue avec les acteurs économiques, via un comité d'experts « chargé de nous éclairer sur les projets susceptibles de conforter l'avenir de notre département », selon les propres termes de Jean-Noël Guérini. Lequel n'a pas hésité à revoir à la hausse le Fonds de solidarité logement (+ 1,5 million) et à doter les grandes associations caritatives d'un plan d'aide exceptionnel de 600 000 euros. Car le soutien aux plus démunis doit rester une priorité.

Bruno Tranchant



**Alain Rousset,
président
de la région
Aquitaine**



Des formations diplômantes qui débouchent sur des emplois durables.

La preuve par l'exemple

En Aquitaine, des aides pour les aides-soignants

Les Français n'attendent pas seulement une réponse ou un complément au plan de relance annoncé par le chef de l'État. Ils guettent des réponses adaptées à leurs besoins. L'exemple vaut, en particulier, pour les politiques de santé publique. L'État se désengage, alors les collectivités prennent le relais.

La Région Aquitaine assure ainsi la gratuité des formations d'aides-soignants. Le 19 décembre dernier, Alain Rousset, président de l'exécutif, William Sarraute, patron du Conseil d'administration de l'Assedic Aquitaine et Michel Gauzens, vice-président, signaient une convention qui en validait le principe, à l'adresse des demandeurs d'emploi. Ici, comme sur le reste du territoire, le besoin d'aides-soignants se fait de plus en plus pressant. Et la gratuité indispensable, à l'heure où les coûts des formations - 3 500 euros pour dix mois - sans prise en charge par l'État, constituent un obstacle souvent insurmontable pour les plus modestes. « Ces diplômes

débouchent directement sur des emplois qualifiés et durables, notamment de services de soins aux personnes, assure le Conseil régional. Or la majorité des stagiaires est issue des catégories populaires, pour un taux de retour à l'emploi proche de 100 %. » Ce partenariat est le fruit

d'une action concertée de longue date. « La politique d'égalité des chances, développée depuis 1998 par la Région prend ici, avec le concours de l'Assedic Aquitaine, une réalité concrète », se félicite Alain Rousset. Au total, la contribution des deux acteurs institutionnels pour la formation de 1 190 aides-soignants s'élève à 3,5 millions d'euros pour 2009, soit 2,6 millions pour la collectivité et 900 000 euros pour son allié, hors rémunération des stagiaires. Un remède efficace.

Bruno Tranchant

Gironde : travail social, emploi durable

Miser sur le travail social. C'est le pari du Conseil général de Gironde pour faire face à la crise et créer des emplois. Une politique qui donne de vrais résultats, malgré le désengagement croissant de l'État.

La crise ne doit pas tourner à la crise de nerfs. Voilà pourquoi Philippe Madrelle et les élus du Conseil général de Gironde ont opté pour un budget « prudent et responsable ». À l'instar des autres départements, l'exécutif doit faire face à une baisse des droits de mutations, importante source de revenus pour les collectivités, passée de 182 millions, en 2007, à 170 millions d'euros, l'année suivante, et une décroissance qui se poursuivra en 2009, avec 166 millions estimés.

1000 assistantes sociales

Côté emprunts, le faible niveau de liquidités s'ajoute à une majoration des marges bancaires conduisant à une hausse des frais financiers. Le tout, conjugué à la baisse des dotations de l'État et un transfert de charges non compensé qui occasionnent un manque à gagner de 109 millions d'euros pour la période 2004-2007. « Non seulement nous assurons, mais nous pouvons le



dire très clairement, les dépenses sociales telles que nous les gérons sont génératrices d'emplois, souligne Philippe Madrelle. À chaque fois que j'inaugure une maison de retraite, ça veut dire que le Conseil général a injecté pas moins de 10 millions dans l'artisanat local du BTP et créé 50 emplois nouveaux ». Mille assistantes sociales exercent en Gironde, tandis que l'APA et la Prestation de compensation du handicap génèrent à elles seules trois millions d'heures d'activités par an. « Ce sont de vrais emplois, durables, solvabilisés par la collectivité départementale et non délocalisables, ajoute l'élu qui n'a jamais cessé de soutenir l'investissement : 283 millions d'euros sont consacrés ainsi à ce poste dans le cadre de l'exercice en cours, contre 243 millions, en 2008. Manière, pour l'actuelle

majorité, de maintenir un taux de réalisation élevé, tout en stabilisant la pression fiscale (+1 % pour les ménages, +1,5 % pour la taxe professionnelle).

Tiroir-caisse

Le département n'en est pas moins contraint de recourir à l'emprunt pour maintenir le cap, après avoir longtemps préservé ses marges d'autofinancement. Et contribuer ainsi à la relance de l'économie locale, à l'heure où la dette de l'État à l'égard de la Gironde s'élève à 150 millions d'euros. « Nous n'avons pas attendu les préconisations du gouvernement pour agir, conclut Philippe Madrelle. Mais qu'il cesse de nous considérer non comme un partenaire, mais comme un tiroir-caisse ! L'Histoire sera juge de nos actes ! »

Bruno Tranchant

TVA : Saint-Étienne veut une dérogation

Après le rejet par le ministre de la Relance, Patrick Devedjian, de la demande de dérogation de la municipalité de Saint-Étienne qui souhaite bénéficier du remboursement anticipé de la TVA, son maire, Maurice Vincent, devait à nouveau saisir le gouvernement pour obtenir une prise en compte particulière de la ville. « Cette mesure du plan de relance nous permettrait de réaliser un investissement supplémentaire de 7 millions d'euros en 2009, estime l'élu. Cette décision, approuvée en conseil municipal, répond à la volonté de soutenir l'économie locale et de mener à bien des projets d'investissement supplémentaires ».

Strasbourg, modèle de gestion



Pas question de toucher à l'impôt. À l'heure où les arbitrages sont tom-

bés et le budget voté, le maire de Strasbourg, Roland Ries, respecte ses engagements : « Les investissements que nous avons privilégiés doivent apporter des réponses concrètes aux attentes de l'ensemble de la population strasbourgeoise. Nous avons donc décidé de créer les conditions pour être en prise directe avec les citoyens. » Le maire rappelle également les secteurs

Un chèque initiative en Lorraine



La Région Lorraine a procédé au lancement du Chèque initiative Lorraine (CIL) visant à financer des projets associatifs de proximité dans les domaines de l'intégration et du lien social. De petites opérations ayant un impact direct sur la vie locale peuvent ainsi faire l'objet d'un soutien pour un montant maximum de 500 €. Toutes les associations sont concernées, à commencer par celles qui ne fonctionnent qu'avec des bénévoles, ayant un impact sur la vie locale, et les projets élaborés en direction des publics les plus fragiles (personnes âgées ou handicapées, jeunes, population vivant en milieu rural...). Financé par le Conseil régional et la Caisse d'Épargne, via un fonds de 200 000 € qui permettra de financer 400 projets associatifs, ce dispositif a abouti à la présentation de 218 dossiers, pour un montant global de 98 237 €.

prioritaires de l'exercice en cours : droits et services à la personne, action sociale, aide à la petite enfance, sport, jeunesse, école, vie associative et insertion. « Cette nouvelle vision de la dépense publique s'applique naturellement au fonctionnement interne à la collectivité : nos dépenses de personnel sont contenues, le taux de croissance des dépenses de communication sera nul pour l'année 2009 et les dépenses de réception diminueront de 2 % », conclut Roland Ries.

Un plan anti-crise en Corrèze

Le président du Conseil général de Corrèze, François Hollande, a annoncé, fin mars, le lancement d'un plan anti-crise pour son département. Avec, à la clé, une



enveloppe de 25 millions d'euros affectée aux transports routiers, aux bâtiments communaux, aux logements sociaux, ainsi qu'aux investissements propres aux maisons de retraite. Ces investissements, programmés préalablement pour 2010 ou 2011, seront réalisés par anticipation, d'ici la fin de l'année. Ce, afin de relancer l'économie locale et d'anticiper une hausse prévisible du chômage en Corrèze.

Bruno Tranchant

Repenser la police

« La police doit demeurer une institution publique, parce que la sécurité est un droit constitutionnel accessible à tous et plus particulièrement, aux plus démunis ». Les militants PS du ministère de l'Intérieur et de la préfecture de police de Paris se sont dotés d'un site visant à « relayer le projet collectif mené par le Parti socialiste pour construire la police de demain », selon les propres termes de Pierre Willem, secrétaire de section du ministère. (<http://www.interieur.parti-socialiste.fr>). Leur objectif :

veiller aux besoins de la population, en assurant une présence « constante et suffisante », en redéfinissant les missions policières, « aussi bien préventives que répressives », et en luttant contre le crime organisé.

Une ou des Europe(s) ?

Ardents défenseurs du processus de construction européenne, les socialistes ont tôt fait d'affirmer leur vocation « internationaliste ». Les militants se sont d'ailleurs ralliés majoritairement au processus d'unification, après le Traité de Rome,

avant d'afficher leurs divisions. Preuve qu'il n'existe pas une « Europe des socialistes, mais des Europe(s) chez les socialistes », résume Laurent Jalabert dont la contribution se révèle particulièrement utile pour saisir les approches qui opposent « fédéralistes », tenants d'une Europe ambitieuse, et « jacobins », peu en accord avec l'idée d'une Union qui concède trop de compétences à des instances supranationales.

Laurent Jalabert, *Les socialistes et l'Europe (1958-2008)*, *L'Encyclopédie du socialisme*, novembre 2008, 125 pages, 7,50

@ Sur le Net...

Veille sur les droits de l'homme

À l'initiative de Pouria Amirshahi, le secrétariat national aux droits de l'homme s'est doté d'une newsletter. Dans le numéro daté du 22 avril, il y dénonce la « directive retour » qui ne respecte pas les droits des personnes en situation régulière et ne prévoit aucune disposition pour les plus vulnérables. « En portant le délai maximal de rétention à 18 mois, l'UE légitime un système d'enfermement organisé qui génère en outre des dépenses importantes pour

l'État », déplore le SN aux droits de l'homme. Un comble, lorsqu'on sait que la plupart des personnes incarcérées n'ont commis aucune autre infraction que celle d'être en situation irrégulière. Pour plus d'informations :

droits.homme@parti-socialiste.fr



L'économie autrement

Le SN à la politique industrielle, aux entreprises et aux nouvelles technologies publie, lui aussi sa lettre. L'occasion, pour Guillaume Bachelay, de présenter les

contours d'une alternative au libéralisme « court-termiste », qui transite par la mise en œuvre d'un « nouveau modèle de développement à la fois économique et écologique, technologique et social ». Et de passer au peigne fin les propositions socialistes pour la filière automobile. Un nouveau numéro sera publié à la mi-mai. Avec, en ligne de mire, un séminaire d'étude programmé le 27 juin sur les nouvelles formes d'organisation des PME et la démocratie sociale.

Contact :

cherif.ba@parti-socialiste.fr

Bruno Tranchant

Le QG de campagne est ouvert.



Actualités de la campagne, actions sur Internet, tracts et argumentaires à télécharger, groupes militants, communautés, carte des événements, vidéos... A chaque instant, vous pouvez participer à la campagne sur Internet.

Inscrivez-vous pour accéder au matériel militant, pour rester informé et découvrir des contenus exclusifs sur la campagne européenne.

On compte sur vous ;-)

Inscrivez-vous maintenant !

changerleurope.fr



Les chemins de la liberté

La question des rapports entre socialisme et liberté s'est posée très tôt. Toute avancée transite par une réforme de l'État, au nom de l'intérêt commun. Un entretien avec Denis Lefebvre, Secrétaire général de l'OURS (Office universitaire de recherche socialiste).

24

La question des rapports entre socialisme et liberté est-elle une constante dans l'histoire du mouvement socialiste ?

Elle est posée très tôt. Le socialisme est né d'une constatation et d'une révolte. D'une réaction contre la misère, le chômage, la faim, l'exploitation, le refus des privilégiés - donc d'une revendication égalitaire - et contre l'absence de liberté.

Comme l'a écrit Léon Blum, « sa doctrine est économique plutôt que politique ». Sans doute parce que l'économie conditionne tout ou presque : l'économie et les faits économiques, c'est-à-dire « les formes de la propriété, les phénomènes de production, d'échange et de distribution des denrées. » Malgré tout, la dimension politique - et philosophique - n'est évidemment pas absente des revendications avancées par les socialistes.



La servitude vient de l'économie, de l'argent, de la naissance. Et les socialistes entendent - dans cette période où la misère est visible, où les conditions de travail sont pénibles, où la faim et les maladies sont des fléaux - ne pas s'adresser à « l'animal humain, à la bête humaine » mais, pour reprendre un texte de Léon Blum, « à ce qu'il y a de plus pur, de plus élevé dans l'homme : l'esprit de justice, d'égalité, de fraternité. Dans l'esclave opprimé, nous voulons susciter cette morale nouvelle qui s'éveille avec la liberté ». « La liberté du corps entraîne celle du cœur et de l'esprit », précise-t-il encore. Liberté... Le mot est présent dans nombre des écrits des penseurs socialistes de l'époque.

Qui au juste est « libre » dans cette société du XIX^e siècle ?

Dans leur ensemble, les socialistes pensent que la liberté est différente selon que l'on soit riche, puissant, cultivé, ou qu'on ne soit rien. Ils sont convaincus qu'elle n'existe que pour le premier et que pour le second, c'est-à-dire l'immense majorité de la population, elle est tout entière à créer.

Les bénéficiaires du système capitaliste opposent le mot « liberté » à toutes les revendications populaires, et donc à tous les progrès sociaux. Car, finalement, tout progrès, toute réforme, toute avancée

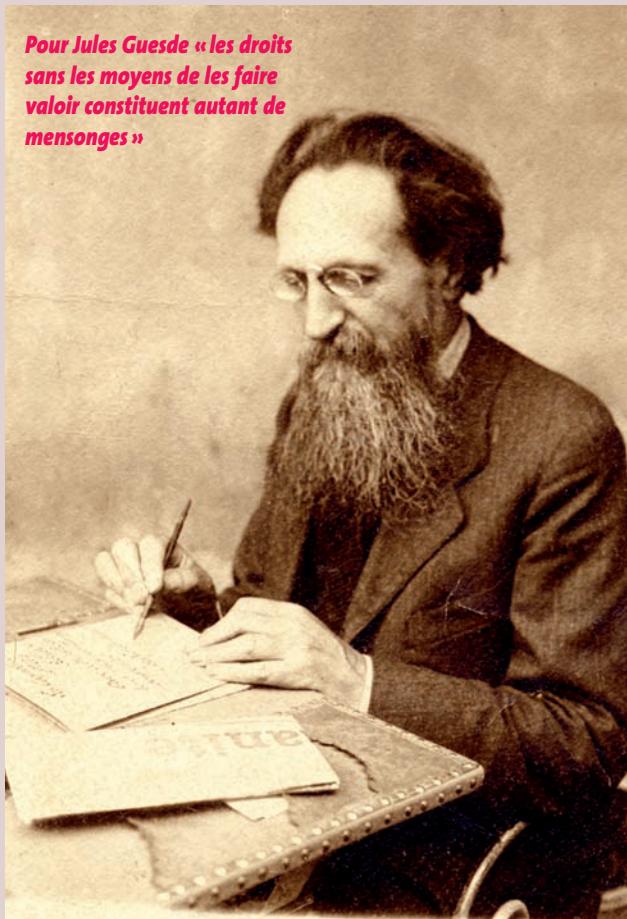
dérangent toujours la liberté... de quelques privilégiés.

À ce niveau, intervient bien évidemment l'État, dont le devoir, pour les socialistes, est bien tracé : intervenir au nom de l'intérêt commun. Ils sont majoritairement convaincus qu'il faut réformer l'État : c'est le but de leur combat politique. Pour ce faire, ils préconisent la lutte électorale, même s'il y a entre eux un débat sur la question d'un État garant et promoteur des libertés. Et toutes les opinions sont représentées, de Proudhon à Louis Blanc, de l'anarchie mutualiste à l'organisation de l'économie par l'État.

Le vieux débat « démocratie formelle, démocratie réelle », peut-il être transposé à propos de la liberté ?

Les socialistes en sont convaincus, comme ils sont persuadés que dans le système capitaliste, la démocratie réelle n'est qu'un mythe, qu'une fable. Qui dispose, par exemple, d'argent pour propager ses idées, acheter et créer des journaux, se faire élire, et donc diriger la France ? Même chose pour la liberté. À la fin du XIX^e siècle, dans son *Essai de catéchisme socialiste*, Jules Guesde développe ce point : les diverses libertés, ou plus exactement fractions de la liberté, ne sont que de simples droits, et « les droits, sans les moyens de les faire valoir,

Pour Jules Guesde « les droits sans les moyens de les faire valoir constituent autant de mensonges »



constituent autant de mensonges ».

Que retenir, finalement, de ce débat sur la liberté dans le monde socialiste, multiple et varié, de cette époque ?

Les socialistes font leur la revendication de liberté, une revendication fondamentale, partant d'un constat de la société, et échafaudant un système futur idéal qui, seul, per-

mettra de réaliser la vraie liberté. Cette liberté, dans la société de leur temps, ne peut pas être réalisée, établie. Tout au plus pourra-t-on faire, par l'action quotidienne, par l'éducation, quelques progrès autour de ce mot d'ordre, de cette revendication supérieure. Mesures qui préparent l'avenir.

Propos recueillis par Bruno Tranchant

Éclairage

Vers le bonheur commun

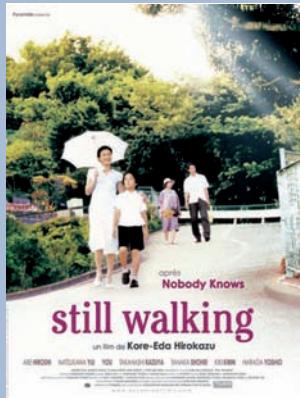
« Le socialisme a pour but le bonheur commun, c'est-à-dire la satisfaction de tous les besoins physiques, intellectuels et moraux, autrement dit, la vie la plus conforme à la nature de l'homme, par le développement libre et régulier de l'être, estime Denis Lefebvre. Il réalise la maxime révolutionnaire : liberté, égalité, fraternité, mais aussi l'unité totale, c'est-à-dire l'identification parfaite de tous les intérêts et de toutes les volontés ». Toute production étant fondée sur le travail, tous ceux qui usent des produits sociaux doivent prendre part au travail, en se répartissant librement entre les fonctions qui contribuent à l'activité commune, poursuit l'historien.

Donc, la collectivisation des moyens de production et d'échange, la socialisation est indispensable, nécessaire. Jean Jaurès écrira en décembre 1898 : « Les socialistes (...) savent que l'appropriation collective des moyens de production est préparée par le grand mouvement capitaliste, et ils savent aussi que seule cette appropriation collective permettra, dans les conditions de la technique moderne, d'universaliser la propriété, c'est-à-dire la liberté ».

CINÉMA

Une famille japonaise

Still Walking met en scène une famille japonaise éprouvée par la mort de l'un de ses membres. À l'occasion de la commémoration de cette disparition, toute la famille se retrouve sous le même toit. Les difficiles relations entre parents vont progressivement poindre jusqu'à transformer les non-dits et violences sourdes en franches altercations. Mais ce film reste avant tout réservé et délicat. Il déploie en toile de fond de magnifiques plans sur les coutumes et pratiques nipponnes



aussi bien culinaires que religieuses, et s'interroge sur le rapport complexe entre la communauté, l'individu et l'isolement. Il est facile de se laisser porter par ces personnages, ces scènes suspendues qui nous révèlent le mystère des relations familiales. Un thème universel.

J.P.

Still Walking, film japonais d'Hirokazu Kore-Eda, 1h55.

Sortie : 22 avril

LIVRES

VINCENT DUCLERT

LA GAUCHE
DEVANT
L'HISTOIREÀ la reconquête
d'une conscience politique

Seuil

Coup d'œil
dans le rétro

En ce début de XXI^e siècle, et après trois défaites consécutives aux élections présidentielles, la gauche a du mal à trouver un nouvel essor lui permettant à la fois de ne

plus subir l'agenda imposé par Nicolas Sarkozy et les attaques répétées d'une extrême gauche radicale qui joue un jeu complexe avec la droite au pouvoir. Il est temps pour la gauche de se pencher sur son histoire.

Assez critique contre une gauche qu'il trouve impuissante, l'auteur en appelle notamment à Pierre Mendès France, qui, beaucoup cité (même par Jean-Pierre Raffarin!), n'est plus suffisamment lu. « Ceux qui veulent conjuguer l'égalité et la liberté doivent toujours mettre et remettre au premier plan le souci de l'exigence de la démocratie politique », écrivait celui qui fut le plus important Président du Conseil de la IV^e République.

EXPO



Photographe décisif

À l'occasion du centenaire de sa naissance, la Maison européenne de la photographie rend hommage au brillant photographe français Henri Cartier-Bresson.

Pionnier du photojournalisme et fondateur de l'agence Magnum Photo, ses photographies réalisées entre 1931 et le début des années 1970 figent les événements majeurs et la vie quotidienne au XX^e siècle. Des chauffeurs de taxi de

Une leçon précieuse en ces temps de crise économique, politique et démocratique.

C.S.

Vincent Duclert, *La Gauche devant l'Histoire*, Le Seuil, 2009, 161 pages, 15 euros

« Le caillou » mis à nu

Voici l'histoire revisitée de la Nouvelle-Calédonie, terre d'Océanie, où les Accords de Matignon-Oudinot de 1988, suivis dix ans plus tard de l'Accord de Nouméa, apportèrent la paix entre deux forces antagonistes.

Fruit d'un colloque international organisé sous la présidence de Michel Rocard, l'ouvrage de Jean-Marc Regnault et Viviane Fayaud vise très



clairement à faire connaître auprès du grand public cette

terre des antipodes, en ouvrant des pistes à la recherche. Les intervenants y démontrent qu'on ne sort jamais vraiment intact du contact avec cette île surnommée « le Caillou ». Ils nous plongent au cœur de la réalité mélanésienne, sans jamais céder à une surenchère statutaire ou idéologique.

B.T.

Jean-Marc Regnault, Viviane Fayaud, *La Nouvelle-Calédonie. Vingt années de concorde (1988-2008)*, Publications de la Société française d'histoire d'Outre-mer, 2009, 225 pages, 32 euros

BD

Une vie dans les cases

On dit que les romans - fusent-ils graphiques - servent à cacher un secret, une faute, une erreur, une faille... Le sentiment laissé à la lecture de *Ma vie mal dessinée*, c'est au contraire que Gipi, l'auteur, a creusé dans ses douleurs les plus profondes. Son trait noir, fragile, griffe le papier. La vie réelle n'est qu'esquisses et lorsque la couleur apparaît, c'est paradoxalement pour décrire ses cauchemars : longtemps les peurs se sont superposées et imposées au réel ; elles seules étaient nettes quand la vie demeurait encore floue. Gipi offre une autobiographie émouvante au dessin superbe. En se mettant à nu, il livre un destin, le sien, contrarié par la lâcheté, la cul-

pabilité, la fuite, la maladie... Le sujet est grave, mais le propos reste volontairement léger. Gipi décrit avec justesse et humour ce territoire où alternent sensations de force, d'immortalité et découverte de la faiblesse. Avec cette nouvelle œuvre, il confirme qu'il est l'un des auteurs majeurs de la bande dessinée et sans doute davantage. T.C.

Gipi, *Ma vie mal dessinée*, éditions Futuropolis, 139 pages, 20 euros



Berlin aux mendiants de Varsovie, en montrant les premiers congés payés et la libération de Paris, Henri Cartier-Bresson a capturé la pauvreté, la ruralité, mais aussi l'esprit de l'Europe et de la France de ces années-là. Témoin de l'Histoire, il a capté « l'instant décisif », l'instant précis où la photographie allie le fond et la forme et saisit la réalité profonde et sensible de la vie.

J.P.

«Henri Cartier-Bresson, à vue d'œil» à la Maison Européenne de la Photographie, 5/7 rue de Fourcy, 75004 Paris. Tel : 01 44 78 75 00. Jusqu'au 30 août.



Déboussolé



En 2002, Bruno Delaunay s'encarte. Pas seulement au PS, mais aussi à la CCT. 2002, année d'élection présidentielle, de belles rencontres avec des militants, mais aussi et surtout celle de la vente par Alcatel de son usine, dans la Manche, à une firme américaine, Sanmina. L'électromécanicien voit dans cette transaction le début de la fin. « L'idée d'Alcatel était de devenir un constructeur sans usine, explique-t-il. Les patrons ont signé avec Sanmina un contrat d'exclusivité de 4 ans et dès lors, nous avions conscience que le compte à rebours avait commencé. »

Bruno, comme les autres salariés de Sanmina, avait vu juste. En 2006, prétextant des coûts trop élevés, le géant américain décide de délocaliser. « On s'est retrouvé avec un plan de charge diminué de moitié », raconte-t-il. Puis en novembre 2007, le « coup fatal » a été porté : fermeture définitive du site en avril et 300 employés sur le carreau. Pour lot de consolation, la firme propose des postes dans ses usines à l'étranger. Bruno Delaunay se souvient : « Nous avons tous eu des propositions complètement loufoques. Ils voulaient m'envoyer aux États-Unis, pour un salaire annuel de 9000 dollars alors que je gagne ici 1 500 euros par mois. Mais je ne faisais pas partie des plus mal lotis ! À l'un de mes collègues, on a proposé un job au Mexique, payé une misère, dans une usine qui a fermé trois mois plus tard ! » Résultat des courses, pas un

“ À un collègue, on a proposé un job au Mexique, payé une misère, dans une usine qui a fermé trois mois plus tard ! ”

seul n'est parti à l'étranger et 217 dossiers ont été déposés aux prud'hommes. Mais Bruno Delaunay est en quelque sorte un cas isolé. Membre du comité d'entreprise, il est, comme le prévoit la loi, toujours rémunéré par Sanmina jusqu'au terme de son mandat, en juin prochain.

Le grand saut aura lieu dans deux mois. Après

20 ans de bons et loyaux services, une formation solide et une motivation sans faille, le jeune quadragénaire ne se fait pourtant pas d'illusions. Seul un tiers de ses anciens collègues ont retrouvé un emploi, moins de la moitié dans la région, et la période s'annonce encore plus dure qu'il y a quelques mois.

« Je n'ai pas attendu pour faire des démarches. J'envoie des CV, je prospecte, je suis prêt à me reconvertis, mais je n'obtiens rien », raconte-t-il, avant d'évoquer son angoisse de devoir faire face à « de vrais problèmes financiers ». Il est le père de deux enfants de 4 et 7 ans et son épouse qui travaille dans la restauration ne pourra, seule, financer toutes les charges de la famille. Alors Bruno Delaunay insiste : « Honnêtement, je ne vois même pas quelle formation pourrait me faire décrocher un emploi. Vu l'urgence, je prendrai la première chose que je trouverai. » Il avoue son inquiétude : « On essaie parfois de ne pas y penser, de se dire qu'on va s'en sortir, mais on ne maîtrise plus rien, si ce n'est le sens du combat. »

Ariane Vincent